



ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE



Commission Politique, de Sécurité et des Droits de l'Homme

RÉUNION CONJOINTE

Vendredi 21 mai 2010

10:00 - 13:00

15:00 - 18:00

Hotel Sheraton Maslak - Istanbul

Tokia Saïfi, présidente de la commission politique, de la sécurité et des droits de l'homme ouvre la réunion.

Elle salue cette première réunion conjointe entre la commission politique et la commission de l'amélioration de la qualité de la vie, des échanges entre les sociétés civiles et de la culture de l'assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée.

Elle indique que suite à l'empêchement, à la dernière minute du président Eduardo Cabrita (Portugal), la réunion sera coprésidée avec Miloud Chorfi (Algérie) et Walid El Khouri (Liban), vice présidents de la commission culture.

La présidente remercie la Grande assemblée nationale turque pour son hospitalité et salue le rôle joué par Mme Zeynep Dagi, présidente de la délégation turque.

Elle souligne l'opportunité du choix d'Istanbul, capitale européenne de la culture pour 2010 et rappelle que l'Alliance des civilisations a vu le jour à l'initiative de la Turquie et de l'Espagne.

Zeynep Dagi, présidente de la délégation turque renouvelle les souhaits de bienvenue aux membres des commissions politique et culture de l'assemblée. Elle rappelle l'engagement très fort de son pays en faveur du dialogue interculturel et le dynamisme de sa politique étrangère que le ministre Davutoglu aura l'occasion de développer le matin même.

1. Adoption du projet d'ordre du jour

La présidente confirme que la session de travail du matin sera consacrée à un échange de vues sur la Turquie sur la scène internationale, avec notamment la venue du ministre turc des affaires étrangères. La session de l'après -midi portera sur le dialogue interculturel.

L'ordre du jour est adopté.

2. Approbation du procès-verbal de la réunion du 12 mars 2010 à Amman

Le procès verbal est adopté.

3. Communications de la Présidence

Avertie du probable report du 2^o Sommet de l'UpM, prévu pour le 7 juin à Barcelone, la présidente fait part de ses vifs regrets et constate que l'absence de solution satisfaisante au conflit israélo-palestinien entrave une fois de plus le fonctionnement de l'UpM.

Elle réaffirme sa volonté de voir l'assemblée parlementaire confirmée pleinement dans sa position de bras démocratique de l'UpM. Elle rappelle également la décision de l'assemblée, formulée à Amman, de s'appeler dorénavant "Assemblée parlementaire de l'UpM".

Les membres des deux commissions apportent unanimement leur soutien à ces déclarations.

4. Echange de vues sur "la Turquie sur la scène internationale"

La présidente souhaite la bienvenue aux orateurs:

- Le professeur Ehmet Davutoglu, ministre des affaires étrangères de la République de Turquie,
- Hélène Flautre, co-présidente UE de la commission mixte parlementaire UE/Turquie,
- Ishak Alaton, fondateur de la fondation Open Society et du think tank TESEV,
- Hakan Altınay, membre Senior de la Brookings Institution,
- Unal Ceviköz, ambassadeur, sous-secrétaire adjoint aux affaires étrangères.

a) Ehmet Davutoglu, ministre des affaires étrangères:

L'intervention du ministre et l'échange de vues avec les membres peuvent être résumés de la façon suivante.

Pour le ministre, la Méditerranée et la Turquie ont toujours été au cœur de l'histoire; la civilisation méditerranéenne a toujours accompagné la modernité.

La Turquie a décidé de promouvoir la paix en privilégiant la sécurité pour tous, l'interdépendance économique et le dialogue politique et interculturel.

L'objectif "Zéro problème avec les voisins" guide la politique étrangère turque que le ministre présente selon le procédé des cercles concentriques. "Un problème régional peut devenir un problème mondial".

- La Turquie propose en interne un modèle politique, économique et social en progression permanente, à la recherche de l'équilibre entre droits et obligations propre à toute démocratie. Les Kurdes, comme les autres minorités présentes sur le territoire, ont les mêmes droits que tous les citoyens?

- Dans la grande région, la Turquie n'oublie ni sa position géographique ni son histoire: pour parler, médiations, accords parsèment les multiples contacts. Cent pays rencontrés en douze mois: Caucase, Géorgie, Balkans (Bosnie-Herzégovine), Arménie, Azerbaïdjan, Russie ou Grèce avec des dizaines d'accords à la clé.

Irak, Syrie, Israël. La Turquie souhaite la paix au Moyen-Orient et propose ses bons offices.

Le récent accord proposé à l'Iran par la Turquie et le Brésil en matière d'enrichissement de l'uranium à des fins civiles illustre cette volonté.

-Vis à vis de l'Union européenne, la Turquie poursuit les négociations et manifeste sa volonté d'ouverture y compris à Chypre où elle se déclare prête, avec la partie nord, à jouer le jeu, si chacun y est prêt. Le ministre regrette le rejet du plan des Nations-unies.

-Dans le monde, la Turquie ne néglige aucun des points sensibles. Le ministre donne quelques exemples du programme des jours à venir: une conférence sur la Somalie à Istanbul, un sommet Alliance des civilisations à Rio, un colloque sur la Palestine, une conférence de sécurité ASEAN ou encore un forum-business turco-arabe, une rencontre sur les relations Balkans-Méditerranée du Sud sans oublier le cadre Mercosur en Argentine.

Dans sa conclusion, le ministre réaffirme la volonté de son pays de poursuivre ses efforts en vue d'éloigner les menaces contre la paix.

b) Hélène Flautre, (PE, F), co-présidente UE de la commission mixte parlementaire UE/Turquie, estime que les européens posent la question de l'adhésion turque de façon trop limitée. Elle se déclare en faveur d'une vision à long terme et approuve la présentation du ministre des affaires étrangères.

c) Ishak Alaton, homme d'affaires et fondateur de la Fondation "Open society" ainsi que du think tank TESEV, rappelle les conditions d'ouverture de la Turquie à l'Europe et au monde au cours des dernières années.

d) Hakan Altınay, membre Senior de la Brooking Institution et l'ambassadeur Unal Cerviköz, détaillent les propos du ministre des affaires étrangères quant à l'approche de la Turquie dans un cadre bilatéral ou multilatéral.

La présidente clôt la première session de travail à 13h05.

La séance est reprise à 15h10 pour la seconde session de travail.

5- Union pour la Méditerranée -Dialogue interculturel

La présidente rappelle les débats précédents de 2006 et 2008 qui s'étaient tenus dans un climat de tension extrême et souligne les déclarations d'apaisement auxquelles la commission politique était parvenue. Ce débat doit être poursuivi aujourd'hui en présence des membres des deux commissions politique et culture réunies pour la première fois.

Walid El Khoury (Liban), vice président de la commission culture insiste, dans son introduction, sur la place que doit prendre l'assemblée parlementaire au sein de l'UpM. Il se déclare en faveur d'un message fort sur le conflit israélo-palestinien, rappelant qu'aucune solution ne verra le jour tant que l'injustice subsistera.

Il suggère que les commissions présentent des recommandations concrètes à l'intention des chefs d'Etat et de gouvernement. Ainsi pour la commission culture, la facilitation de l'obtention des visas pour les étudiants.

La présidente propose de procéder en trois étapes:

- un exposé liminaire de Wassyla Tamzali, (Algérie), défenseure de la condition des femmes,
- deux interventions du Secrétaire général de l'union parlementaire de l'OIC, Mahmoud Erol Kilic et de Renata Pabsch, chef des projets culturels de la Fondation Anna Lindh
- enfin, trois témoins: Samir Abdallah, cinéaste, Christian Chesnot, journaliste et Elif Sapak, écrivain.

a) Wassyla Tamzali (Algérie) est juriste, écrivain et défenseure de la condition des femmes en Méditerranée, pour laquelle elle a longtemps œuvré à l'Unesco. Elle souligne une certaine hypocrisie et la confusion qui règnent autour de la notion de "culture". Un monde désacralisé s'oppose à un monde qui a sacralisé la culture. Ainsi, le statut des femmes, statut social présenté en statut "quasi-religieux". Son mot d'ordre: "la culture, c'est la liberté; sans liberté, pas de culture".

Evoquant le dialogue, elle trouve plus approprié de parler de dialogue des peuples plutôt que de dialogue des cultures.

Enfin, elle met en évidence "l'altérité" plutôt que la "différence".

Le rapprochement se fera par les peuples. C'est pourquoi il ne faut pas construire de nouvelles frontières en Méditerranée.

b) les interventions des représentants de l'OIC et de la Fondation Anna Lindh

- le professeur Mahmoud Kilic présente l'Union parlementaire de l'organisation de la Conférence islamique dont il est le secrétaire général. Créée en 1999 pour renforcer les liens entre les membres de l'OIC née trente ans auparavant. Il prône le dialogue ouvert et permanent, pont qui supprime le fossé entre les esprits et les cœurs. Le dialogue devrait être l'arbitre du troisième millénaire.

- Renata Pabsch évoque la mission confiée à la Fondation Anna Lindh dans le Processus de Barcelone. Elle indique les temps forts du Forum du dialogue interculturel qui a réuni à Barcelone en mars plus de mille participants.

De grands thèmes de recherche comme la "perception mutuelle" et, en préparation, le rôle des médias.

Dans le débat qui suit, interviennent :

- Hélène Flautre (PE) pour constater que des progrès ont été réalisés et que certains sujets peuvent désormais être abordés. Il convient de persévérer dans le dialogue.

- Raimon Obiols (PE) qui insiste sur la qualité de l'écoute, condition indispensable d'un réel dialogue.

- MM Chorfi, Korichi et Mezgui (Algérie) pour regretter que les actes ne suivent pas toujours les discours, notamment dans la délivrance des visas et sur le sentiment d'injustice ressenti par le monde musulman dans l'affirmation des grands principes.

- M.Hilal (Egypte) pour mettre en évidence la volonté de tolérance de la religion islamique.

FR

- La délégation palestinienne qui déplore la persistance des conséquences du conflit israélo-palestinien et constate, une fois de plus, l'absence du vice-président Hassan Kreishi, empêché de quitter le territoire par les autorités israéliennes.

Wassyla Tamzali conclut en invitant les acteurs à se battre pour des idées positives plutôt que de s'invectiver sur les différences.

La présidente remercie les intervenants.

c) L'appel aux témoins

La présidence donne successivement la parole aux trois invités.

- Christian Chesnot, journaliste à Radio France (Paris) s'inquiète pour la liberté de la presse sur les deux rives de la Méditerranée. Les entraves objectives se multiplient et témoignent d'une certaine crispation du pouvoir. Il pense qu'un équilibre doit pouvoir être trouvé qui doit, notamment, s'adapter à l'évolution des nouvelles technologies.

- Samir Abdallah (France/Egypte) est très représentatif de l'Union pour la Méditerranée: de père égyptien, de mère danoise, aujourd'hui français. Le cinéaste affirme : "Il ne peut y avoir de réel dialogue entre dominant et dominé". Il note combien la liberté d'expression a "un prix". S'agissant de la Méditerranée, il prône une égalité entre les peuples du nord et du sud.

Il ne peut y avoir de réelle liberté d'expression sans la possibilité de communiquer

- Elif Sapak est turque. Ecrivain populaire, inspirée par l'Orient et par l'Occident, ses romans sont en tête des ventes. Elle a connu les limites de la liberté d'expression et a tenu à venir témoigner. Elle souligne que dans une période de "nomadisme et de migrations", l'écriture doit rester un lieu d'échanges afin de mieux "éclairer l'avenir"

L'échange de vues qui suit se transforme en une opposition verbale entre plusieurs délégations (Algérie, Palestine, Egypte, Tunisie, Syrie) et la délégation israélienne sur la situation au Moyen-Orient.

La présidente rappelle à l'ordre du jour et invite les membres à faire preuve dès à présent de la tolérance dont ils se déclarent les porte-parole.

Wassyla Tamazali aborde une conclusion en invitant les participants à renforcer, dans leurs pays respectifs, les actions en faveur de la culture en soutenant, en particulier, les femmes et les intellectuels.

6- Conclusion

La présidente décide de reporter l'échange de vues sur les thèmes de la prochaine recommandation et invite les membres à lui transmettre leurs suggestions.

Zeynep Dagi, présidente de la délégation turque, citant Amin Maalouf, "les êtres humains sont des individus", appelle les participants à se dresser contre l'injustice, en particulier celle faite aux Palestiniens.

Miloud Chorfi (Algérie), vice-président de la commission Culture, se déclare satisfait de cette rencontre conjointe dont la qualité des intervenants et l'intensité des débats a permis de réaliser les difficultés de coexistence entre les peuples mais aussi les raisons d'espérer.

La présidente, Tokia Saïfi, remercie l'ensemble des intervenants qui ont démontré, tout au long de la journée, l'intérêt qu'ils marquent à tolérance et au dialogue. Elle salue cette initiative conjointe entre les deux commissions politique et culture et renouvelle sa gratitude à la Grande assemblée nationale turque et à Zeynep Dagi, hôtes de ce séjour stambouliote.

7- Prochaine réunion

La présidente invite les membres de la commission politique à se retrouver à Bruxelles le 30 septembre prochain.

La séance est levée à 18h02.
